

Le trouble à l'ordre public des signes religieux d'oppression comme le voile, la burqa...

De l'offensive généralisée des sectes et religions sectaires antihumanistes

L'offensive générale des organisations islamiques actuellement en France contre notre société laïque, qu'elles se disent modérées ou se présentent comme radicales, a rencontré un véritable boulevard de complaisance à l'intérieur de nos organisations au passé laïque et républicain. C'est ainsi qu'après avoir imposé la liberté du port du voile islamique dans l'espace public, elles ont réussi maintenant à faire admettre la burqa, cette prison ambulante, dans la rue, au nom d'une tolérance dévoyée, ou mieux, selon les philosophes de l'Union des Familles Laïques, au nom de la liberté de la sphère privée au sein de l'espace public !!! (c'est dit de leur part sans rire).

Le sursaut des laïques républicains dans notre pays a réussi à faire voter la loi de mars 2004 contre le port des signes religieux ostensibles dans l'école publique malgré l'opposition acharnée des organisations musulmanes même dites modérées comme la Mosquée de Paris avec son recteur emblématique Dalil Boubakeur, mais aussi des organisations au passé laïque comme le Mrap avec l'ineffable Mouloud Aounit favorable au communautarisme islamique avec viande hallal dans les écoles, et même la LDH, qui apparaissent ainsi comme d'authentiques officines de réservoirs de collabos pour les organisations islamiques dans leur offensive contre la laïcité.

Mais pour elles ce n'étaient qu'une bataille perdue et non la guerre qu'elles mènent avec détermination contre nos valeurs humanistes issues du siècle des Lumières. Nous avons vu ainsi aussitôt après le vote de la loi du 15 mars 2004, les tentatives du Conseil du Culte Musulman présidé à l'époque par Dalil Boubakeur, d'établir en France une censure d'ordre religieuse (de type délit de blasphème) dans l'affaire des caricatures de Mahomet, reproduites dans la presse française, le soutien sans faille du MRAP et le silence complaisant de la LDH dans cette offensive contre la liberté d'expression.